



COMPTE-RENDU DE LA REUNION DU GROUPE-PAYS ARMENIE

DE CITES UNIES FRANCE

3 octobre 2022

Mot d'introduction de Sonia ZDOVTZOFF, Adjointe au Maire de Lyon

Présidente du groupe-pays Arménie de Cités Unies France

Une réunion du groupe pays qui se tient dans un contexte géopolitique et sécuritaire inquiétant, avec une intégrité territoriale arménienne menacée par son voisin azerbaïdjanais.

Réunion qui s'inscrit également dans la continuité des quatrième Assises de la coopération décentralisée franco-arménienne, qui se sont tenues à Lyon, en juin 2022. Par deux fois reportées, elles étaient attendues et ont su mobiliser les intéressés, notamment côté arménien, avec près de 200 personnes représentants des collectivités françaises et arméniennes, des représentants des deux États (Vice ministres, sénateurs, ambassadrices...) et des représentants des partenaires académiques, associatifs, hospitaliers, etc. Les livrables afférents aux Assises (actes, déclaration politique finale) seront diffusés aux membres du groupe pays, une fois validés par toutes les parties prenantes, notamment par la DAECT. Date butoir : fin 2022.

Mot d'introduction de Virginie ROUQUETTE, Directrice générale de Cités Unies France (CUF)

A remercié la Ville et la Métropole de Lyon pour l'organisation de ces Assises. Temps fort pour les collectivités territoriales françaises et arméniennes partenaires mais aussi pour les Arméniens alors que leur processus de décentralisation / déconcentration semble se préciser. A noter : la présence de collectivités territoriales de plus petites tailles intéressées par la coopération décentralisée franco-arménienne. Le reflet d'un réel attrait et dynamisme de ces partenariats, et plus particulièrement de la France ou de l'Arménie, mais aussi un potentiel challenge : les collectivités françaises (notamment) ont leurs limites. A leur intention, il faut mettre en avant l'utilité de travailler sur leurs propres besoins, leurs expertises. Pour CUF, enjeu communicationnel : être dans l'accompagnement et ne pas taire les difficultés de la coopération décentralisée.

Dorothee SCHMID, Directrice de l'IFRI, a fait un point sur le conflit en Arménie et les réactions à l'international :

Cherchant à définir le statut géopolitique du conflit arméno-azéri, les raisons qui l'ont ranimé, les questionnements qu'il suscite au-delà de l'Arménie et du Caucase, Dorothee Schmid explique qu'après la guerre des 44 jours de novembre 2020, il y a eu une relative stabilisation de la situation sur le terrain. Reprise des affrontements, malgré négociations de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ou processus de normalisation arméno-turque. Même si nous étions en présence de deux processus lents ou en souffrance, comment expliqué que le conflit ait repris ?

Ce conflit est symptomatique d'un moment d'extrême fragmentation des relations internationales, où les alliances sont peu respectées, où les pays sont repliés sur leurs intérêts nationaux. En outre, l'Azerbaïdjan a sans doute considéré qu'il y avait une opportunité à saisir, la Russie, garante de l'armistice, étant engagée par ailleurs dans une guerre en Ukraine.

Avant même la reprise des affrontements : ambivalence des Russes, qui, d'une part, se positionnent en protecteur de l'Arménie, et d'autre part, négocient des contrats gaziers ou militaires avec les Azerbaïdjanais. Pour info : 40% des investissements directs à l'étranger en Arménie sont russes // rapprochement diplomatique et militaire entre Poutine et Aliyev en février, juste avant le déclenchement de l'opération d'invasion de grande ampleur en Ukraine // rapprochements entre services de renseignement turcs et arméniens étaient engagés. Chaque pays avait donc l'impression d'avoir une relation privilégiée avec la Russie ; sans doute l'objectif poursuivi par cette dernière.

En sus, inquiétude liée à la fragilité des frontières post-soviétiques, pas complètement fixées, acceptées. Et des différends réglés, non plus exclusivement autour de tables de négociations mais aussi militairement.

D'après Dorothee Schmid, ce conflit embarrasse tout le monde : il embarrasse la Russie car il expose le manque de capacités des Russes à arrêter et/ou rassurer les belligérants ; il embarrasse les Iraniens, qui voient d'un mauvais œil un conflit susceptible de fragiliser leurs propres frontières ; il embarrasse la Turquie, qui, en plus d'avoir engagé un processus de normalisation avec l'Arménie, se positionnait en arbitre entre la Russie et l'Ukraine, y compris au sein de la Communauté politique européenne initiée par Emmanuel Macron. Position d'autant plus délicate pour la Turquie, qu'elle est habituellement l'alliée naturelle de l'Azerbaïdjan. Ainsi, tout en travaillant à réhabiliter son image auprès des Européens, ou plus largement de la communauté internationale, elle continue de former l'armée azerbaïdjanaise ou d'abonder dans le même sens que l'Azerbaïdjan, en appelant l'Arménie à cesser ses provocations.

Du côté des Occidentaux, l'embarras est là aussi. On a d'abord cette médiation de Charles Michel, le Président du Conseil Européen, dont le statut n'est pas clair car la médiation n'est pas faite au nom de l'Union Européenne. En outre, la Commission Européenne est dans une situation délicate elle aussi après avoir en partie réhabilité l'Azerbaïdjan dans l'été : déplacement de Van der Leyen à Bakou + signature d'un accord gazier UE / Azerbaïdjan. Difficile de continuer à être perçue comme un médiateur de paix impartial dans ces conditions. Enfin, le déplacement de Nancy Pelosi, Présidente de la Chambre des représentants des États-Unis, en Arménie en septembre 2022 a jeté le doute sur la position américaine : Nancy Pelosi voit ce conflit comme une lutte entre la démocratie (l'Arménie) et l'autocratie (l'Azerbaïdjan) ; le Département d'Etat est plus mesuré dans ses prises de parole.

Sur le groupe de Minsk de l'OSCE, censé être responsable de la stabilité et force de proposition pour que cesse ce conflit : les Russes sont ambivalents, d'après Dorothee Schmid ; les Américains souhaitent tirer la couverture à eux et travaillent à leurs propres solutions de paix ; les Français sont perçus comme peu efficaces et superflus, même s'ils appellent à la désescalade et condamnent l'agression azerbaïdjanaise.

Pour Dorothee Schmid, il ne faut pas négliger la situation de politique intérieure propre à l'Arménie. Susceptible d'être source d'évolutions. Nikol Pashinyan apparaît affaibli, ses décisions controversées, après avoir perdu la guerre des 44 jours, engagé un processus de normalisation avec les Turcs, saisi l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), qui n'a pas répondu à son appel. Vague de manifestations. Un Premier ministre dans une situation instable sur la scène politique nationale et qui semble hésiter entre les Occidentaux et la Russie sur la scène internationale. Début de rapprochement avec les Américains, ce qui pourrait poser problème aux Russes.

Prochain point d'alerte : est-ce que Pashinyan arrivera à se maintenir au pouvoir ? Est-ce que la dynamique de démocratisation du pays se poursuivra ? Quel(s) sera ou seront les alliés de l'Arménie ? Les alliés géopolitiques, économiques, énergétiques, etc.

La situation en Arménie est une miniature du monde géopolitique du monde d'après. On est à la frontière entre le monde post-soviétique, le monde pré-chinois et le Moyen-Orient.

Point de situation sur les déplacements reportés à cause de la situation instable :

Septembre 2022

Report du déplacement du département des Hauts-de-Seine qui devait se rendre à Erevan et dans la région du Tavouch, report a priori en novembre. La délégation devait partir avec la Région Île-de-France pour l'inauguration d'un lycée.

Report d'un déplacement de la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur.

Report d'un déplacement de la Ville de Vienne.

Maintien du déplacement de la mission sénatoriale menée par Gilbert-Luc Devinza, Sénateur du Rhône, et qui devait se rendre en Arménie au même moment mais restriction du déplacement à Erevan. Un déplacement finalement plus politique que technique, au regard de la situation sur place, avec des rencontres de haut niveau pour témoigner du soutien de la France et des Français à nos partenaires arméniens.

Nicolas KARGES, rédacteur Arménie au MEAE donne des indications sur l'utilisation des cartes de situation produites par le MEAE. Les régions en rouge indiquent un état de vigilance. Il ne faut pas hésiter à faire des points de situation avec l'Ambassade de France à Erevan.

Contributions des participants à la Feuille de route du GP Arménie :

Suggestions bien prises en compte dans la nouvelle version de la feuille de route. Merci à toutes celles et ceux qui ont apporté leur contribution.

L'une des suggestions : le cas particulier de Erevan, en partenariat avec Ile-de-France, Lyon, Marseille, Nice. Besoin d'une feuille de route spécifique ou à minima d'une concertation des acteurs concernés afin de ne pas développer de projets similaires ou pire, contre-productifs. Proposition également d'envisager des actions collectives, sur les déplacements à Erevan, par exemple, (mutualisation déjà effectuée lors de la présidence du groupe pays par les Hauts-de-Seine), mais aussi, plus concrètement, concernant les projets : voir plus bas la bonne pratique du projet de Grande traversée de l'Arménie de la plateforme IRAPA, qui rassemble plusieurs collectivités françaises et arméniennes.

Focus sur le projet de plateforme permettant de recenser les coopérations franco-arméniennes

Considérant l'existence de la plateforme CNCD répertoriant certains partenariats et la rénovation de cette plateforme, considérant l'expérience de CUF dans la création de répertoires, une réflexion a été initiée pour trouver une méthode moderne de recensement des coopérations décentralisées avec l'Arménie. Rdv doit être pris avec la DAECT.

Certaines collectivités font part de l'absence de financements de la DAECT dans leurs projets de coopérations ; ils passent donc sous les radars de la plateforme CNCD.fr. D'autres font part de leurs réticences quant à la publication pleine et entière du contenu de leur coopération dans les répertoires de CUF, par peur d'être comparés aux autres collectivités.

Présentation du projet de « Grande traversée de l'Arménie » par l'AFRAT et des collectivités impliquées

En 2009, la plateforme IRAPA (Inter-coopération de collectivités rhônalpines pour l'Arménie), a été formalisée afin de mutualiser les actions « tourisme » des collectivités en choisissant l'AFRAT en tant

qu'opérateur technique. Différents projets se sont développés, à l'échelle des collectivités iséroises (Vienne, Grenoble, Département de l'Isère) et des collectivités arméniennes (Goris, Sévan, Région du Guégharkounik)

Lors du dernier Comité de Pilotage IRAPA, les élus arméniens et français ont confirmé leur volonté de donner un nouveau souffle à la dynamique de cette mutualisation :

- En orientant son action sur le développement économique via l'écotourisme et le tourisme de randonnée au bénéfice des populations rurales.
- En élargissant son approche de mutualisation à de nouveaux partenariats avec des collectivités françaises et arméniennes.
- En visant une perspective de projets structurant multi-acteurs.

Dans cette logique, l'AFRAT a initié depuis fin 2020, avec le soutien d'IRAPA, ce chantier d'élargissement. Une collaboration a été développée avec Haute Terre de Provence qui intervient sur la thématique touristique en Arménie dans le cadre de la coopération Région PACA / Région du Lori.

L'objectif du projet sur les 3 prochaines années est de contribuer au développement économique, social et à la protection de l'environnement des territoires ruraux d'Arménie par la structuration de l'écotourisme et du tourisme de randonnée.

Pour atteindre cet objectif, le projet se structure autour de 3 sous objectifs :

- 1) Renforcer les compétences des acteurs de la société civile et des autorités locales en matière d'évolution et de structuration de l'écotourisme et du tourisme de randonnée, générateurs de retombées économiques et de développement durable.
- 2) Initier la structuration d'une gouvernance multi-acteurs et internationale autour d'un projet structurant d'écotourisme et de randonnée.
- 3) Contribuer au désenclavement des populations rurales et promouvoir une « Arménie » durable et attractive (au niveau local et international).

En 2023, et avec l'appui des collectivités partenaires, le projet se développe à 2 niveaux :

- 1) Le développement d'une dynamique locale autour de la randonnée par des actions de formation, de sensibilisation et de professionnalisation, ou encore l'organisation d'un événement festif et fédérateur. Pour cela, un projet « Volontariat d'Echanges et des Compétences » a été déposé au FONJEP.
- 2) Le développement de conditions institutionnelles favorables (implication des collectivités, mutualisation, concertation) à la co-construction d'un projet structurant autour de la randonnée, vecteur de développement local, en Arménie. Pour cela, un dossier « Clés en Main » est proposé, où le MEAE serait un soutien précieux au lancement de ce projet. Cette phase préparatoire permettra de co-construire un programme pour 3 ans en impliquant 12 collectivités françaises et arméniennes ainsi que différentes organisations de la société civile.

La présentation de ce projet aux collectivités du groupe Pays Arménie est une opportunité pour sensibiliser et mobiliser les collectivités françaises intéressées sur ce projet.

Participants :

Sonia ZDOROVITZOFF, adjointe au Maire de Lyon et présidente du groupe-pays Arménie

Virginie ROUQUETTE, directrice générale de CUF

Dorothee SCHMID, directrice de l'IFRI

Nicolas KARGES, Rédacteur Arménie au MEAE

Roxane BENEYTON, Ville de Lyon

Valérie DE ROSA, Métropole de Lyon

Sébastien FAVIER, AFRAT

Martine CHALIGNE, AFRAT

Maryline HOEBANX, AFRAT

Agnès HERNU, Région Auvergne-Rhône-Alpes*Suzie Grenèche, Département de l'Isère

Elena EYCHENNE, Ville de Vienne

Françoise NATUREL, Ville de Grenoble

Audrey DONADEY, Ville de Nice

Margaux ARMAND, Département des Hauts-de-Seine

Mélissa ROY, Département des Hauts-de-Seine

Charlotte RIEUF, Département des Hauts-de-Seine

Anne PERRIER, Ville de Clamart

Anne DE MAXIMY, Ville de Marseille

Océane BAILLY, Département de l'Isère

Cécile ELIZALDE, Région SUD PACA

Thomas LANVIN, CUF

Prochaine réunion du groupe-pays : 12 janvier 2023